

International

COVID-19 EN AFRIQUE : CUBA, UN SOFT POWER MÉDICAL ?

François Backman

06/04/2021

Le prix Nobel de la paix pour les médecins cubains ? La présence du personnel médical cubain en Afrique du Sud a constitué une aide importante pour la nation arc-en-ciel, durement confrontée à la pandémie, mais aussi pour d'autres pays. François Backman rappelle la relation entre Cuba et certains pays d'Afrique mais aussi l'importance politique, pour l'île caribéenne et son régime, de « l'exportation » de son expertise médicale et de son vaccin.

Pretoria, Afrique du Sud, 1^{er} février 2021. Dans un message à la nation relatif à la lutte contre le virus, le président Cyril Ramaphosa entend, entre autres choses, proposer l'attribution du prix Nobel de la paix aux médecins cubains ayant œuvré dans son pays et sur le continent. Cette déclaration qui a fait l'objet d'une énième polémique dans le pays est passée sous les radars occidentaux : l'Afrique du Sud, c'est loin, Cuba, c'est une petite île engluée dans un blocus sans fin ; telle est l'antienne. Notons qu'en 2020, plusieurs personnalités et organisations avaient déjà recommandé les personnels médicaux cubains du *Contingente Internacional Henry Reeve* pour le Nobel.

La gestion de l'épidémie est politique et l'Afrique un terrain de *soft power* médical, où l'on voit la Russie, la Chine ou l'Inde et leurs vaccins, masques, seringues et autres matériels, Israël avec ses surplus à destination de l'Ouganda et du Tchad, ainsi que des initiatives continentales à visée panafricaine comme à Madagascar avec le *Covid-organics*. Dans ce contexte, Cuba joue sa (petite) carte avec les moyens du bord en espérant des retombées. Retour sur les rapports entre un continent et une petite île par temps « covidien ». Une histoire de médecins et de vaccins en mode afro-caribéen.

Afrique : toutes les bonnes volontés sont les bienvenues

L'Afrique du Sud, soixante millions d'habitants et un variant, a été et reste l'un des pays africains les plus impactés par le virus.

Depuis les débuts de la pandémie, Cyril Ramaphosa s'est démené pour mobiliser sur la question – on aurait souhaité que certains de ses pairs fassent de même – tant dans le pays qu'en tant que président de l'Union africaine. Ainsi, durant son mandat, entre février 2020 et 2021, ses prises de position contre le nationalisme vaccinal, sur le programme Covax destiné à fournir des vaccins aux pays les moins avancés, ses appels à l'union des pays africains pour lutter contre la pandémie et ses conséquences, notamment sociales et économiques, ont fait date.

Dans cet intervalle, l'arrivée de médecins cubains à Pretoria fin avril 2020 (théoriquement pour un an), même si elle représente une goutte d'eau face aux problèmes sanitaires du pays, a été saluée. Dans l'urgence, tout est bon. Saluée mais également critiquée par certains leaders de l'Alliance démocratique, parti concurrent de l'ANC au pouvoir de Cyril Ramaphosa, et une partie du personnel médical *via* notamment la *South African Medical Association* qui prônait une préférence nationale et critiquait le coût de la venue des Cubains, estimé *a priori* entre vingt et trente millions d'euros. Notons que l'Afrique du Sud et Cuba ont des accords de coopération médicale datant de l'époque Mandela-Castro. On a vu également des critiques de ce genre en Martinique, où quinze médecins cubains ont œuvré de la fin juin à la mi-octobre 2020.

En ce début février 2021, les propos de Cyril Ramaphosa concernant l'attribution du prix Nobel ont été de nouveau objet de polémiques dans la nation arc-en-ciel. Ses adversaires politiques jouant sur le registre nationaliste, notamment l'ancien maire de Johannesburg, Herman Mashaba, ou l'*Inkatha Freedom Party*, en perte de vitesse. Tout cela en mode *South Africa first*, du grand classique.

Dans la plupart des autres pays africains où 651 *batas blancas* (« blouses blanches », nom donné aux médecins cubains, décompte du 29 janvier 2021) sont intervenues (Angola, Togo, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Guinée, Namibie, Sierra Leone, Guinée équatoriale, São Tomé-et-Príncipe, Eswatini, Tanzanie), on ne retrouve guère de telles controverses. La Namibie a, elle aussi, demandé le prix Nobel de la paix pour les personnels de santé cubains et cela n'a guère provoqué de remous.

Plusieurs raisons expliquent cela. Dans certains cas, il s'agit de l'accentuation d'une collaboration déjà ancienne comme en Angola et en Namibie, ou très ponctuelle comme le partenariat avec certains hôpitaux tanzaniens. Dans d'autres, la venue de personnels médicaux cubains reste homéopathique – une dizaine de personnes en Guinée – et n'est guère relevée.

Pour l'Afrique, les médecins cubains ne représentent à l'évidence qu'une des solutions pour faire face à l'épidémie. Nombre de pays, à l'instar de l'Afrique du Sud, du Sénégal ou de la Guinée, se sont tournés vers la Chine, l'Inde ou la Russie. Vu la pression potentielle, l'aide cubaine ne représente

donc qu'un épiphénomène. Les pays les plus impactés ou ceux aux systèmes de santé particulièrement fragiles font feu de tout bois. Il n'y a pas vraiment lieu d'y voir là une quelconque accointance idéologique. Même s'il existe un boulevard Fidel Castro à Conakry, lointain héritage du siècle dernier. En effet, le Togo de Faure Gnassingbé n'a aucune proximité idéologique avec Cuba, la Guinée équatoriale de Teodoro Obiang, non plus, c'est le moins que l'on puisse dire.

Certes, on pourrait peut-être voir là une volonté plus ou moins affirmée de certains leaders africains de démontrer aux vieux pays occidentaux qu'il peut exister d'autres solutions et qu'à terme l'Afrique n'entend pas nécessairement toujours dépendre des mêmes prescripteurs ou fournisseurs étrangers. Peut-être... Mais aujourd'hui, c'est d'abord le « tout est bon à prendre » qui fonctionne. Cela se comprend. Et l'Afrique n'est pas la seule dans ce cas...

Cuba en Afrique : *las brigadas contra el virus*

Il n'y a pas lieu ici de revenir sur les actions de Cuba en Afrique de ces dernières décennies. Des déboires d'Ernesto Guevara au Congo aux actions dans le monde lusophone (Angola, Mozambique), en passant par le soutien à la lutte contre l'apartheid ou les rapports avec Thomas Sankara, la liste est longue, ce que ne manquent pas de rappeler les organes de presse cubains chaque année pour la journée mondiale de l'Afrique (25 mai). Disons simplement que le continent a été et reste un moyen pour Cuba d'exister et de peser un tant soit peu sur le plan international. Les pays africains peuvent être de précieux alliés pour critiquer les sanctions américaines impactant l'île.

En effet, depuis le durcissement du blocus sous la présidence de Donald Trump (près de deux cent cinquante nouvelles mesures de rétorsion adoptées), Cuba, déjà aux prises avec la loi Helms-Burton - vingt-cinq ans cette année - est au bord de l'asphyxie. Vivre en apnée n'est pas chose facile, on s'en doute. La crise covidienne en mars 2020 l'a obligée à se fermer au tourisme, principale source de revenus de l'île, pour entamer la lutte contre le virus *via* des mesures très strictes. La relative réouverture de la fin 2020 suivie d'une nouvelle quasi-fermeture ne vont guère permettre au pays de rapidement remonter la pente. Par ailleurs, les cas de Covid-19 tendent à se faire plus nombreux sur l'île même si la situation reste sous contrôle. En outre, Donald Trump, avant de quitter le pouvoir, a porté l'estocade finale à Cuba en la réinscrivant sur la liste des États terroristes avec tous les problèmes que cela peut poser. De son côté, Mike Pompeo menaçait de sanctions les pays faisant appel aux personnels médicaux cubains.

Rappelons également que, depuis le 1^{er} janvier dernier, le changement de monnaie (fin de la circulation des deux monnaies au profit du seul peso cubain), enclenché à la hussarde, entraîne des difficultés nouvelles, notamment dans le quotidien des populations qui n'avaient vraiment pas

besoin de cela : hausse des prix, aggravation des pénuries, difficultés de plus en plus grandes – c'est le moins que l'on puisse dire – pour trouver les denrées de base, etc..

Nécessité fait loi, Cuba doit donc trouver des devises. L'exportation de personnels médicaux peut être une solution, ne serait-ce que provisoire, les interventions des diverses brigades médicales étant facturées aux États demandeurs. On le sait, les exportations de médecins ont toujours constitué une manne appréciable par temps de blocus. Et c'est d'autant plus vrai aujourd'hui. Elles constituent l'une des principales sources de revenus de l'île avec le tourisme (actuellement au point mort) et les transferts de la diaspora (actuellement peu évidents du fait des mesures trumpistes).

Essentiellement cantonnée à son périmètre historique (Caraïbes et Amérique latine), Cuba est assez mal en point sur le sujet depuis les déboires connus au Brésil, en Équateur et en Bolivie. L'arrivée de leaders peu favorables – c'est un euphémisme – au régime castriste a mis un terme à la coopération médicale. La petite île exportait par exemple 8000 médecins au Brésil avant l'ère Bolsonaro, il lui faut donc trouver de nouveaux débouchés.

Cuba peut retirer quatre grands bénéfices de son action en Afrique.

Premièrement, en termes purement financiers, on l'a vu, l'envoi de médecins pour combattre le virus permet de trouver des devises *via* le renforcement de partenariats déjà existants ou au travers d'actions plus ponctuelles.

Deuxième bénéfice, plus médical : l'épidémie permet à Cuba de réinvestir timidement le continent – ne serait-ce que pour un bref laps de temps – depuis son action, réelle mais quelque peu oubliée, contre Ebola en Afrique de l'Ouest (Guinée, Liberia, Sierra Leone) en 2014. Plus grand monde, en effet, ne se souvient que le magazine *Time* avait désigné les *Ebola Fighters* comme personnalité de l'année.

C'est également un moyen de réactiver le mythe des *batas blancas* d'un pays positionné dans le registre *Care & Save*, et surtout de rappeler au monde l'expérience et le savoir-faire cubain en matière de médecine communautaire et de lutte contre les épidémies, sans parler de sa collaboration avec nombre de pays africains en matière de formation de personnels médicaux.

Le troisième bénéfice touche à l'image du régime à l'intérieur du pays. Envoyer des médecins aux quatre coins du monde, c'est un moyen de montrer à la population que, malgré les difficultés, Cuba vit toujours. C'est montrer la puissance et l'aura de la médecine cubaine. Pas sûr que cela touche vraiment les Cubains qui patientent stoïquement des heures dans les *colas* (queues) devant les magasins d'alimentation. Même chose pour les envolées lyriques sur le sujet lors de la *Mesa*

Redonda, émission télévisée régulière de début de soirée où diverses personnalités du régime viennent expliquer (très) longuement le bien-fondé des actions de l'État. On rappellera que, sur l'île, trouver certains médicaments souvent très basiques relève souvent de la course d'obstacles, voire dans certains cas du parcours du combattant...

Il s'agit de montrer *via* une rhétorique aux accents obsidionaux que Cuba contre vents, marées et virus protège sa population tout en restant fidèle à l'internationalisme médical du Père fondateur. Dès lors, sont réactivées les traditionnelles sémantiques crypto-castristes : *Cuba salva, sana y siembra futuro* (« Cuba sauve, guérit et prépare l'avenir »). La phraséologie reste également imprégnée d'accents nationalistes où l'on exalte fierté et détermination : *Ya nada ni nadie podrá detenernos. El amor por Cuba nos une y nos moviliza, y ese amor nos salvará* (« Rien ni personne ne pourra nous arrêter. L'amour pour Cuba nous réunit et nous entraîne, il nous sauvera »), etc.

À l'extérieur, ce type d'assertions peut également toucher soit par leurs côtés anti-yankees dans le monde latino-américain soit, au-delà, par l'image d'un pays du Sud « petit mais costaud » qui lutte, quasiment seul, pour assurer à sa population et au monde entier une protection sanitaire contre le virus (*Patria es humanidad*, « La patrie est humanité », telle est la devise que les touristes peuvent voir en atterrissant à l'aéroport José Marti de La Havane). Cuba se voulant solidaire avec tous les petits, « grands gestes entre petites nations » pouvait-on lire lors de l'envoi de personnels en Eswatini, « petite nation : pauvre, sœur, africaine ».

En termes de politique internationale – quatrième bénéfice –, c'est un moyen d'obtenir, d'entretenir et de réactiver des soutiens pour dénoncer le blocus états-unien et ses derniers avatars trumpistes que Joe Biden risque d'avoir des difficultés à rapidement faire évoluer du fait du contexte politique intérieur. Ainsi, en février 2020, l'Union africaine réaffirme une nouvelle fois sa « solidarité avec le peuple de Cuba » contre le blocus.

Bref, derrière les traditionnelles photos et autres reportages montrant l'arrivée et le départ des personnels médicaux, tous en blouse blanche, tous masqués, brandissant le drapeau à l'étoile solitaire et celui du pays hôte, ce n'est pas seulement d'altruisme médical ou de clichés pittoresques dont il est question, même si cette dimension n'est pas à négliger.

Après les médecins, le vaccin : *Hijos del pueblo a las vacunas ?*

Cuba ne se contente pas d'exporter ses médecins. Face au virus, le *soft power* cubain se voudrait également vaccinal. Ne faisant pas partie de l'initiative Covax, l'île s'est dès les débuts de l'épidémie mise à développer son propre programme vaccinal. Rappelons qu'envers et contre quasiment tout,

elle a développé de réelles compétences en la matière et qu'elle est en pointe dans certaines biotechnologies.

Le Soberana02 est le vaccin le plus abouti. Le nom du sérum, *Soberana* (« souveraine »), n'est pas choisi au hasard. En effet, dès les débuts de la pandémie, les dirigeants cubains ont annoncé que c'était là un enjeu d'indépendance nationale, Cuba se devant de protéger sa population et souhaitant vacciner rapidement ses onze millions d'habitants. Dès lors, après un développement à marche forcée, le Soberana02 est arrivé tout début mars 2021 en phase d'essai clinique sur l'homme, 40 000 volontaires vont se voir injecter la solution cubaine. L'île a également envoyé cent mille doses en Iran, les deux pays ayant conclu un accord de coopération début janvier dernier. D'autres vaccins sont également avancés, à l'image d'Abdala, du nom d'un drame en vers de José Martí.

Des journaux grand public français aux très sérieux quotidiens anglo-saxons, en passant bien évidemment par les titres sud-américains, toute la presse internationale a parlé du « vaccin cubain ». Sur l'île, on n'y est pas allé de main morte pour célébrer la chose. On retrouvait encore et toujours ce mélange de nationalisme et d'internationalisme médical à coup de slogans glorifiant un vaccin permettant à l'île d'être plus souveraine que jamais (*mas soberana que nunca*). « Les vaccins du peuple, par le peuple et pour le peuple, merci Fidel » pouvait-on lire, ou « La puissance d'un pays plus protégé, plus immunisé et plus heureux », etc. Toujours cet ancrage dans les mythes fondateurs et dans la pensée du Père. La ligne est basique : le pays peut être fier d'avoir développé de A à Z, seul, le premier vaccin latino-caribéen, plus facile à conserver que les vaccins occidentaux, qu'il mettra à la disposition de toute l'humanité, Cuba voulant produire cent millions de doses.

Si le vaccin est bien évidemment un enjeu de santé publique, Cuba tente d'en faire un argument marketing pour attirer les touristes. Elle n'est d'ailleurs pas la seule île à parier sur le duo tourisme-vaccin. En Afrique, dans un autre ordre d'idées, les Seychelles ont elles aussi joué cette carte en réouvrant leurs frontières aux touristes vaccinés.

Il y a quelques semaines, on a donc pu voir un spot télévisé, diffusé notamment sur les chaînes vénézuéliennes, ayant pour *baseline* finale « Plages, Caraïbes, mojitos et vaccin », offrant aux touristes potentiels la possibilité de se faire vacciner sur leur lieu de villégiature. Pas sûr que cette tentative, maladroite, voire quelque peu désespérée, suffise à convaincre... Bien que cela ait permis de « faire le buzz » autour de Soberana.

Avoir un vaccin, c'est également pouvoir éventuellement le vendre à d'autres pays : « Imaginez un

instant Pfizer avec des problèmes d'approvisionnement et Cuba offrant 60 millions de doses au monde », pouvait-on lire sur les réseaux sociaux gouvernementaux. Le vaccin cubain se positionnant logiquement comme l'une des solutions à la crise sanitaire. Le Pérou s'est d'ailleurs montré *a priori* intéressé par l'initiative cubaine, l'Afrique du Sud également. Le pouvoir cubain valorisant d'ailleurs toute déclaration soutenant son action, à l'instar de celle de José Mujica, l'ancien président uruguayen, ou de Jean-Luc Mélenchon. Tout cela reste très classique.

Si sa solution est validée par les autorités de santé africaines, Cuba pourrait permettre à certains pays de parer au plus pressé. Même si les vaccins de l'initiative Covax commencent à arriver sur le continent, comme on l'a vu récemment en Côte d'Ivoire et au Ghana. Cuba a encore une fenêtre de tir assez large puisque l'Union africaine espère vacciner soixante pour cent de sa population fin 2022. Ceci dit, la concurrence sera rude pour la petite île face au Sputnik russe, au Covaxin indien et autres vaccins occidentaux ou chinois, et le chemin assurément semé d'embûches.

L'Afrique peut apporter à Cuba quelques débouchés éventuels lui permettant de trouver des ressources et des moyens qui, de toute façon, ne lui suffiront pas en attendant un assouplissement du blocus. Cuba peut également apporter à l'Afrique quelques centaines de milliers, voire quelques millions de doses qui, là non plus, ne suffiront pas. Mais, diront certains, cela vaut mieux que rien.

Avec le blocus qui touche Cuba et la récession économique qui impacte le continent africain, derrière ces médecins et ces vaccins, c'est – comme toujours – de politique, d'économie et de diplomatie dont il s'agit.

Merci à Emil Pacha Valencia, Guy-Arnaud Behiri, « spécimen rare », et Alexandre Konan Dally, pour avoir relu ces pages.

Les autres notes de la Fondation sur le même sujet :

- François Backman, *Communiquer avec l'aide de Dieu. Face au virus, les dix commandements du président tanzanien* (17 juin 2020),
- François Backman, *Covid-19 en Afrique : Aïd El Fitr, virus et messages présidentiels* (3 juin 2020),
- François Backman, *Covid-19 en Afrique : la « communication remède » du président malgache* (20 mai 2020),
- François Backman, *Covid-19 en Afrique : la communication du Président sénégalais, entre virus et dette* (13 mai 2020),
- François Backman, *Covid-19 en Afrique : le Mali malade* (6 mai 2020),

- François Backman, *Covid-19 en Afrique : le temps des tribunes, la bourse et la vie* (29 avril 2020),
- François Backman, *Covid-19 en Afrique : quand les Présidents parlent* (16 avril 2020).